

*Initiatives ministérielles*

J'ai devant moi une liste de certains de ces comptes: des avances à justifier qui n'ont pas été remboursées, comptabilisées ou recouvrées ainsi que les détails des avances à justifier qui n'étaient pas encore réglés au 30 avril 1990, avances qui n'ont donc pas été remboursées. On trouve sur cette liste une certaine P. Carney, avec un «2» figurant après son nom. Le vérificateur général entend par là que cette personne doit deux sommes d'argent au ministère. Il est encore plus intéressant de voir au bas de la liste le nom de J. Clark, suivi d'un «8». Cela signifie que huit avances qui lui ont été faites n'ont pas été justifiées. Certaines des ces avances datent de trois ans.

**M. Worthy:** Lisez-les tous.

**M. Hopkins:** Si je voulais les lire tous, je serais encore ici à 10 heures ce soir, parce qu'ils y sont tous. Je précise que cet état de fait est dû en grande partie à une comptabilité inefficace. Le vérificateur général dit que ces sommes ne sont pas vraiment dues. Ces gens doivent-ils vraiment cet argent? C'est la question qu'il faut poser.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Hopkins:** Monsieur le Président j'ai réussi à réveiller les députés d'en face. Je tiens à parler de nos offices de commercialisation de produits agricoles, parce que si ces offices disparaissent au Canada, nous perdons nos fermiers. C'est aussi simple que cela.

Monsieur le Président, je veux vous remercier de votre patience, parce que j'aimerais poursuivre et parler de l'importance d'avoir notre propre production alimentaire et de faire nous-mêmes les contrôles sanitaires qui s'imposent. Nous ne pouvons pas détruire notre production alimentaire et importer des aliments artificiels ou autres de l'étranger, où nous n'avons aucune emprise sur les services sanitaires dans le traitement de ces aliments.

Nous avons cela maintenant au Canada. Nous avons nos fermiers. Pour l'amour de Dieu, gardons-les.

**M. Dave Worthy (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires) et ministre d'État (Finances)):** Ayant écouté les propos du dernier député à prendre la parole, monsieur le Président, je dois dire que je suis fort déçu.

Normalement, je ne me serais pas attendu de sa part aux deux ou trois derniers commentaires qu'il a formulés. À mon avis, il aurait été le dernier à accepter de nommer

parmi tant d'autres un ancien ministre et un ministre actuel sans fournir d'explications à la Chambre. Je me contenterai de dire que je suis fort déçu. À l'instar de plusieurs autres avant lui, le dernier député à prendre la parole aujourd'hui a parlé de gestion financière. J'ai été horrifié de les entendre en parler et conclure en quelque sorte que le gouvernement est coupable de gabegie, surtout en ce qui concerne le déficit et la dette de notre pays.

J'aimerais rappeler à mes honorables vis-à-vis qu'au moment où le Parti progressiste conservateur a accédé au pouvoir en 1984, l'écart entre les dépenses et les revenus du Canada—sans être actuaire, je sais lire les états financiers—était de 16 milliards de dollars. Cette année-là, le gouvernement de l'époque dépensait 16 milliards de dollars de plus qu'il ne percevait.

Le gouvernement actuel a cherché progressivement à changer tout cela. Cette année, le gouvernement a touché 10 milliards de dollars de plus qu'il n'a dépensé pour ses programmes. Je pense qu'il faut être bon administrateur pour remplacer un déficit de 16 milliards de dollars par un excédent de 10 milliards. Le gouvernement a opéré ce changement en comprimant ses dépenses et en augmentant ses impôts de façon judicieuse. C'est indubitable. Voilà ce dont le Canada a besoin.

Je n'entends pas reprocher aux libéraux toutes les dettes qu'ils ont accumulées auparavant, même s'ils constituaient le gouvernement. À mon avis, en tant que Canadiens, nous en sommes tous responsables, si nous étions prêts à laisser le gouvernement dépenser chaque année toujours davantage sans se soucier de ses recettes.

Pendant une quinzaine d'années, les Canadiens et le gouvernement du Canada ont dépensé chaque année toujours plus qu'ils n'ont recueilli. Depuis que les conservateurs ont accédé au pouvoir, ils ont renversé la vapeur. En fait, dans les ténèbres actuels, les Canadiens perçoivent enfin une lueur d'espoir. Elle tient en grande partie à notre bonne gestion financière.

Bien d'autres choses restent à faire, mais il faut reconnaître que le gouvernement est intervenu avec énergie et qu'il a fait ce qu'il fallait pour obtenir une volte-face de 26 milliards de dollars en six ans. Voilà de l'excellente gestion financière.

**M. Hopkins:** Monsieur le Président, la suffisance de mon collègue me renverse. Ce qui m'étonne, c'est qu'il m'a demandé de dévoiler des noms. J'ai siégé quelques